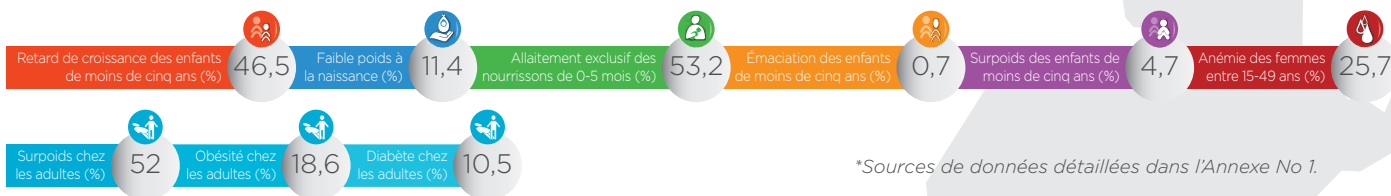




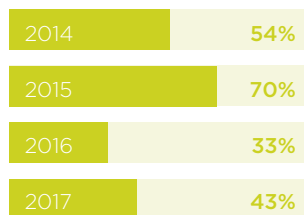
Date d'adhésion : décembre 2010
Population : 16,25 millions

Guatemala



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

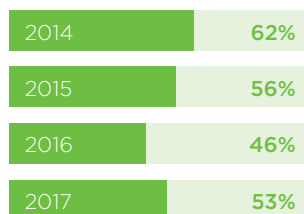
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2016, la gouvernance de la nutrition a été institutionnalisée par la création de la Commission présidentielle pour la réduction de la malnutrition chronique. Cette commission promeut, en collaboration avec la société civile et les institutions à chaque niveau, la réduction de la malnutrition chronique. Com-

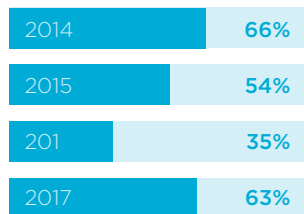
posée de divers ministres, elle est un appui au Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN). Ce dernier est responsable de la coordination interministérielle avec l'appui de 22 commissions départementales et 314 commissions municipales de sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Entre 2016 et 2017, « Loi portant dispositions pour faciliter la coordination de mesures visant à réduire la malnutrition infantile » a été examinée par la Commission sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle comporte plusieurs réformes de la Loi sur le Système

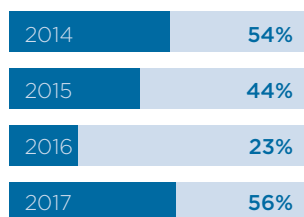
national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SINASAN). Le Front parlementaire contre la faim encourage la mise en oeuvre d'une loi sur l'alimentation scolaire qui favorise l'achat d'aliments locaux afin de renforcer l'économie paysanne du pays.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le cadre commun de résultats s'appuie sur la Stratégie nationale pour la prévention de la malnutrition chronique (SNPMC) 2016-2020 et sur le Plan de réaction pour la prise en charge de la faim saisonnière (PRFS) de 2017. Les organismes gouvernementaux concernés élaborent des Plans opérationnels annuels de sécurité alimentaire et de nutrition (POASAN), sur la base des actions

et des budgets de la SNPMC et du PRFS. Le SESAN a également conçu et mis en place un Centre opérationnel d'analyse pour la mise en oeuvre de la SNPMC dans sept départements prioritaires du pays. Ce centre emploie une méthodologie pour appliquer la SNPMC au niveau local en faisant participer l'ensemble des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les budgets des POASAN se conforment à la logique de la gestion axée sur les résultats. Lors de l'élaboration des POASAN, les organismes gouvernementaux examinent le budget approuvé par le Congrès de la République et, le cas échéant, décèlent les déficits pouvant être partiellement couverts par le concours financier des organismes donateurs, tels que l'Union européenne ou l'Agence andalouse de coopération internationale pour le développement (AACID),

entre autres, ou encore par des prêts de la Banque mondiale. La Coordinatrice résidente du système des Nations unies au Guatemala a offert un soutien financier afin de combler certains déficits dans le PRFS. Le SESAN effectue un suivi financier mensuel de l'exécution budgétaire des POASAN, qui est diffusé publiquement sur la page du système de comptabilité intégrée du Ministère des finances publiques.



PRIORITÉS 2017-2018

- Tirer parti des événements de haut niveau, des associations et des canaux de communication afin de peser sur les engagements, de stimuler les investissements et d'améliorer la collecte d'informations ;
- Développer, mettre à jour ou mettre en oeuvre des stratégies multisectorielles de plaidoyer et de communication ;
- Créer un environnement est favorable au renforcement de la nutrition, comme l'engagement politique ;
- Assurer la participation des représentants des communautés marginalisées et vulnérables aux processus de prise de décisions.